

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 51-52 • 18 DÉCEMBRE 2020 • CHF 3.-

Coca-Cola, calorie et diabètes par milliers dans la province du Chiapas au Mexique page 5



Un documentaire expose la face sombre des énergies vertes page 7



La jeunesse sénégalaise s'organise contre l'exode en Europe page 6

Année des crises et luttes à venir

PERSPECTIVES • Outre les incertitudes créées par les soubresauts du Covid-19, 2021 sera encore plus marquée par les enjeux de lutte contre la pauvreté et les préoccupations écologiques.

Qui aurait pu se douter que l'annonce faite le 8 janvier 2020 par l'OMS, avec un mois et demi de retard sur les événements, de l'apparition d'une nouvelle forme de coronavirus en Chine, à Wuhan, dans la province d'Hubei allait conditionner toute l'année mondiale? Aucun doute aujourd'hui que la pandémie de Covid-19 marquera aussi 2021. En sus des attentes entretenues par la possibilité d'un vaccin, les implications sociales et économiques de la crise sanitaire seront au centre des enjeux. «On va assister à une croissance très lente, le chômage qui a augmenté durant la crise, ne baissera que très lentement, les salaires continueront à être bas. Les personnes seront en difficulté. Les États essaieront de récupérer partie de l'argent déboursé pour soutenir l'économie, à travers une augmentation des impôts ou des coupes dans la dépense publique, toutes choses que nous avons vues depuis dix ans», prédit sur son blog, Michael Roberts, économiste marxiste reconnu et auteur de plusieurs livres comme *Marx 200* ou *La Longue dépression*. «Les banques ont beaucoup d'argent parce que les Banques centrales ont largement émis de la monnaie pour éviter un effondrement bancaire comme en 2009, mais on pourrait assister à une crise de crédit d'entreprise avec de nombreuses firmes qui font faillite ou les grosses entreprises qui rachètent les petites», précise-t-il.

Sauver le climat: l'espoir du peuple
D'autres économistes du Centre français d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) comme Isabelle Bensedoun et Jézabel Couppey-Soubeyran estiment, sur le site *theconversation.com*, que la pandémie pourrait aussi faire prendre conscience de l'impérieuse nécessité de sauver le climat. «Les périodes de crise sont rarement propices aux politiques environnementales, mais celle qui a frappé cette année l'économie mondiale, parce qu'elle est venue souligner le dérèglement de nos rapports à la nature et nous rappeler notre vulnérabilité, pourrait bien conduire à un tournant décisif dans l'engagement en faveur de la transition écologique», avancent-elles.
Plus d'actes moins de paroles face au changement climatique. C'est bien cette nécessité qu'a remise en avant la jeune activiste suédoise Greta Thunberg dans une vidéo, le 12 décembre, à l'occasion du cinquième anniversaire des Accords de Paris. Elle souligne que «le fossé entre ce que nous devons faire et ce qui est réellement fait se creuse de minute en minute» et que «la crise cli-



matique et écologique ne peut être résolue sans changer le système».

Forums sociaux et climatiques

Ces préoccupations devraient avoir un impact certain à l'occasion du Forum social mondial, qui fêtera ses vingt ans depuis la création de ce rendez-vous global alternatif à Porto Alegre en 2001. Du 25 au 30 janvier, l'objectif sera de permettre des débats larges et approfondis sur les crises imbriquées du capitalisme et «de stimuler l'articulation des réponses politiques et la programmation d'actions mondiales de résistance», en vue de la prochaine édition planétaire post-pandémique du Forum, qui devrait avoir lieu fin 2021 ou début 2022 au Mexique. Peut-être en même temps que la Conférence de Glasgow (COP 26) sur les changements climatiques qui se tiendra du 1^{er} au 12 novembre 2021 en Écosse. En Suisse, la Grève pour l'Avenir regroupant aussi bien associations pro-climat que syndicats entend faire du 15 mai une journée de mobilisation forte de revendications contre les impasses des énergies fossiles et dénoncer les investissements de la place financière suisse dans le réchauffement climatique.

Elections cruciales

S'il est une certitude politique de l'année qui vient, c'est le départ définitif de l'échiquier politique d'Angela Merkel, chancelière d'Allemagne dès 2000 et depuis 2018 à la tête d'une coalition CDU-CSU/SPD dans le cadre du gouvernement Merkel IV.

Le 26 septembre prochain, les électeurs allemands seront appelés aux urnes pour renouveler les membres du Bundestag. Pour l'heure, les sociaux-démocrates sont plutôt à la peine. Ils ont connu des crises depuis les dernières législatives notamment de leadership. Elles ont mené à une remise en cause en interne de leur participation à la grande coalition.

En Amérique latine se dérouleront aussi des scrutins importants. Qui succédera le 7 février à Lenin Moreno, actuel président équatorien ayant bradé l'héritage de son prédécesseur, Rafael Correa et sa Révolution citoyenne? Selon le site d'information *Les 2 rives* du journaliste indépendant Romain Migus, le gouvernement actuel a mis de nombreuses embûches, par une judiciarisation de la politique, pour empêcher les partisans de l'ancien président de disposer d'un parti politique, et donc d'un instrument électoral pour offrir aux Équatoriens une option politique alternative. Plus tard dans l'année, le 11 avril, se dérouleront les présidentielles et législatives au Pérou. Le pays affronte une grave crise de gouvernance, qui a vu se succéder récemment trois présidents par intérim. Puis à l'automne, le Nicaragua sandiniste élira le 7 novembre ses représentants et son nouveau président. Deux semaines plus tard, les Chiliens devront aussi se rendre aux urnes à l'occasion des présidentielles et de parlementaires partielles. Le président sortant Sebastián Piñera, grand patron surnommé le «Berlusconi chilien», fer-

vent tenant du néolibéralisme, n'est pas candidat à sa réélection, la constitution chilienne interdisant les mandats successifs.

La Suisse dans l'austérité

Dans quel état se retrouvera la Suisse à l'issue de l'épidémie? Pour l'économiste keynésien et professeur ordinaire à l'Université de Fribourg, Sergio Rossi, aucun doute: «Au lieu de prendre en main la situation de manière compétente et déterminée, afin de préserver la santé publique et contribuer de cette manière au fonctionnement ordonné du système économique, les autorités politiques, en Suisse davantage qu'ailleurs, ont une fois de plus donné la priorité aux intérêts d'une petite minorité de personnes. Les gouvernements nationaux ont ainsi aggravé la situation, tant sur le plan sanitaire qu'économique», critique-t-il sur son blog. Ces cadeaux fiscaux auront des conséquences sur des dossiers comme la réforme AVS 21. Celle-ci propose, une fois encore, d'élever l'âge de la retraite des femmes, ou celle de la prévoyance professionnelle.

Le calendrier électoral sera aussi marqué par de nombreuses votations. Le 7 mars, les Suisses se prononceront sur la Loi fédérale sur les services d'identification électronique (LSIE), prévoyant l'émission du passeport numérique uniquement par des fournisseurs privés. Le 14 décembre, le comité référendaire a lancé sa campagne contre la «privatisation du pas-

seport numérique suisse».
D'autres textes sont prêts à être votés comme l'initiative «Pour une eau potable propre et une alimentation saine», excluant des paiements directs les exploitations agricoles qui administrent des antibiotiques à titre prophylactique aux animaux qu'elles élèvent. Ou celle «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». Elle précise que l'utilisation de tout pesticide de synthèse dans la production agricole, la transformation des produits agricoles et l'entretien du territoire est interdite. De même que l'initiative «sur les soins infirmiers» qui demande un nombre suffisant d'infirmiers diplômés pour couvrir les besoins croissants. Ou celle «sur la transparence» réclame l'identification des donateurs d'une valeur supérieure à 10'000 francs de la part des partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale. Ces deux initiatives sont dans le tuyau.

Scrutins cantonaux

Dans les cantons, plusieurs scrutins de renouvellement des autorités auront lieu. Le 7 mars, les Genevois devront choisir, à l'occasion d'une partielle, le successeur du PLR Pierre Maudet au Conseil d'État. L'homme aux multiples casseroles se représente comme indépendant contre son ancien parti, qui a désigné sans surprise son candidat, l'avocat Cyril Aellen, l'un des piliers de la formation au Grand Conseil. Mais la gauche aligne aussi des prétendants.e.s. Revendiquant un deuxième siège pour leur formation, les Verts lancent l'avocate Fabienne Fischer soutenue par les socialistes.
Le Parti du Travail propose une candidature de combat en la personne de l'ancien conseiller municipal en Ville de Genève et architecte, Morten Giselsbaek. Il est reconnu pour son engagement dans les mobilisations contre l'austérité, en défense du logement et de la qualité de la vie dans les quartiers populaires.

Le 7 mars aura lieu le premier tour des élections communales vaudoises. La gauche devrait maintenir son ascendant traditionnel dans les Villes. Pour le POP, l'enjeu sera de conserver les sièges de ses élu.e.s au sein des Municipalités de Lausanne et Renens ou ceux de ses alliés à Vevey ou au Mont-sur-Lausanne. Le 18 avril auront lieu les élections cantonales neuchâtelaises. Deux ministres sortants socialistes, Jean-Nathanaël Karakash et Monika Maire-Hefli, ont déjà annoncé qu'ils ne brigueraient pas un nouveau mandat. ■

Éducation: les personnes exilées à l'écart

DROITS HUMAINS • Pour la droite, les personnes migrantes coûtent toujours trop cher. Mais quand elles veulent se former ou travailler, les portes se ferment. Des structures d'aides montent au front.

Le statut migratoire est trop souvent un obstacle à l'accès à l'éducation. C'est le constat fait par Solidarité Sans Frontières, le Syndicat des Services Publics et l'Union des étudiant.e.s de Suisse (UNES), la Coordination asile.ge et Verein Netzwerk Asyl Aargau. Regroupées dans l'association «Éducation pour toutes et tous – maintenant!», les cinq structures lancent une pétition pour pousser le Conseil fédéral, le Conseil national, le Conseil des États, et les cantons à faire preuve de davantage de volonté politique en la matière.

De la loi aux réalités

Cette pétition ne concerne malheureusement pas quelques cas isolés. Les problèmes sont structurels pour les personnes réfugiées, demandeuses d'asile, déboutées et sans-papiers qui souhaitent accéder à la formation en Suisse. Pour le niveau primaire et secondaire I, bien que la scolarité soit obligatoire, les hébergements des familles en demande d'asile sont souvent inadaptés aux enfants et ces dernières souvent éloignées de l'école pour des raisons pratiques.

Les politiques d'intégration rapide de ces enfants dans les classes obligatoires font défaut. Cela quoique l'ac-

cès des enfants à l'école soit désormais garanti. Mais aussi qu'il n'est plus nécessaire de créer des structures hors système, comme à La Chaux-de-Fonds avec l'école Mosaïque dans les années 1980, destinée aux enfants de saisonniers.

Parachever toute formation

Pour le niveau secondaire II, c'est souvent l'âge limite qui empêche de continuer la formation, alors que les exilé.e.s n'ont pas toujours démarré leur scolarité en Suisse et que du temps supplémentaire peut être nécessaire en raison de leur situation. Par ailleurs, le rejet des demandes d'asile, les refus de titre de séjour ou les procédures d'expulsion viennent souvent mettre un terme à des formations non terminées. Pour le collectif qui lance la pétition, toute formation commencée doit être achevée indépendamment des procédures de rejet en cours. Un argumentaire qui rappelle celui du Réseau Éducation Sans Frontières en France, mobilisé notamment lors de l'expulsion des enfants scolarisés.

Pour l'accès aux universités, ce sont souvent les mises à niveau en langue et la reconnaissance des diplômes étrangers, parfois perdus en route, qui font défaut. Enfin, en

matière de formation continue, les limites d'âge perdent encore plus de sens que dans les autres situations, les formations à distance devraient être encouragées et non rester réservées aux personnes titulaires d'un titre de séjour stable, ajoute «Éducation pour toutes et tous – maintenant!».

Formations d'origine

Malgré l'obligation en Suisse de scolariser les enfants quel que soit leur statut légal, inscrite dans la Constitution et plusieurs conventions de l'ONU ainsi que réitérée dans des prises de position de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), le nombre d'enfants sans-papiers inscrits dans le système scolaire n'est pas connu. Sur l'estimation fournie par la Confédération d'environ 100'000 personnes sans-papiers vivant en Suisse, auxquelles on peut ajouter celles déboutées ou en cours de demande d'asile, presque aucun chiffre n'est disponible sur le nombre de personnes en demande ou en cours de formation.

Le coût de la formation des exilé.e.s reste donc à estimer. Mais à qui affirme ce coût trop élevé, il faut rappeler de combien d'années de formation les 25% d'étranger.e.s en



L'association «Éducation pour toutes et tous - maintenant!» a lancé une pétition.

DR

Suisse ont bénéficié dans leur pays, mises au bénéfice de leur activité sur le territoire helvétique. Ces années de formation n'auront pas coûté un seul

centime aux contribuables et bénéficient à l'économie suisse. ■

Nicanor Ahon

<https://www.education-maintenant.ch/>

Une sombre vision de Noël 2021

FICTION • Petit conte de circonstances en forme de retour sur un futur contingent autour d'une pandémie. Toute ressemblance avec des faits à venir est fortuite.

En ce vendredi 24 décembre 2021, les rues des grandes villes de Suisse sont pratiquement désertes. À l'exception des travailleurs et travailleuses des activités dites «essentiels», nul.le n'est autorisé.e à y circuler. Une année après la «Grande vague», qui a submergé les hôpitaux, conduit au «tri» des patient.e.s, et entraîné des milliers de décès, Confédération et cantons n'ont pas hésité à déclarer l'état de «situation extraordinaire» et un confinement généralisé pour affronter l'hiver et son pic épidémique. Cette année, les débats se seront donc moins portés sur l'ouverture des stations de ski ou l'harmonisation des règles entre cantons, et le mot d'ordre à l'arrivée du froid est désormais «confiner aussi vite que possible et aussi longtemps que nécessaire».

Doutes sur le vaccin

Bien qu'un léger effet de la politique vaccinale soit attendu, d'après l'Office fédéral de la santé publique, «le nombre de personnes immunisées devrait encore être trop faible pour éviter un dangereux afflux vers les hôpitaux». Il faut dire

que la campagne de vaccination ne connaît pas un grand succès avec moins d'un.e Suisses.se.s sur deux se déclarant prêt à l'inoculation. Un taux qui pourrait encore chuter depuis la récente multiplication, à travers le monde, de cas de cancers ou de complications de grossesses que plusieurs associations de patients.e.s attribuent au vaccin.

À ces craintes, il faut ajouter le nombre grandissant de personnes infectées par le coronavirus malgré le vaccin censé les protéger. Si certain.e.s scientifiques mettent en cause la mutation apparue en Angleterre l'hiver dernier et la possibilité d'une forme virale résistante, d'autres parlent de «théories farfelues» et de «complottisme anti-vax (vaccin)».

Festivités 3.0

C'est donc une soirée de Noël cloîtrée que s'apprête à vivre la population, et ce sera grâce aux petites mains des livreurs.euses d'Uber que la dinde sera dégustée. Aux pieds des immeubles s'accumulent les cartons d'une autre entreprise américaine, Amazon. Qui aurait cru qu'un jour

le mythe capitaliste du «Père Noël» et de son armée de petits lutins, aux conditions de travail et de revenu précaires, prenne vie à ce point. Après un repas partagé, à travers un écran posé en bout de table, avec les grands-parents, dans les familles qui en comptent encore, l'heure sera à l'ouverture des cadeaux. Pour les personnes qui peuvent encore se le permettre dans un contexte économique catastrophique.

L'ilot helvétique

Si la Suisse connaît une vague de pauvreté sans précédent, elle aura mieux résisté au «Krach» que la plupart de ses voisins européens. Après la faillite, en début d'année, d'une importante banque française, c'est une allemande qui avait suivi, entraînant dans leurs chutes les indices boursiers du vieux continent et le cours de l'euro. En France, où le système bancaire a dû être mis à l'arrêt plusieurs jours, suite à une «panne» du système de paiement par carte bleue, un mouvement social sans précédent, qui grondait depuis la crise des Gilets jaunes, s'est soulevé. Il a abouti au printemps à une grève

générale paralysant totalement le pays. Après que des manifestations gigantesques aient envahi les lieux de pouvoir, en mai, dans un déferlement de violences policières, le régime de Macron a fait intervenir l'armée, conduisant à des centaines de blessés et plusieurs morts.

Depuis lors, la suspension des accords de Schengen rend difficile le passage des frontières et par là même toute occasion de «reprise» économique. Une importante censure des réseaux sociaux rend difficile l'accès à la situation de nos voisins. Au 19h30 l'on apprend ce soir, que la Commission européenne pencherait sur un plan de «relance et d'harmonisation politique» pour mettre fin «au chaos et à l'anarchie».

Par la fenêtre, au-dessus de la frontière franco-suisse, parmi les flocons, des points rouges lumineux virevoltent. Il ne s'agit probablement pas de rennes mais vraisemblablement de drones de surveillance.

Dans un appartement au loin, l'on entend chanter, «vive le vent, vive le vent, vive le vent révolutionnaire...». ■

Jorge Simão

Réfugié.e.s d'Érythrée: le tamis helvétique

DROIT D'ASILE • L'Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE) dénonce les durcissements adoptés par les autorités suisses à l'encontre des requérant.e.s d'asile en provenance d'Érythrée.

Pour les requérant.e.s d'asile érythréen.ne.s, les temps sont durs, constate l'association dans son dernier rapport. «De manière générale, le Secrétariat d'État aux Migrations (SEM) et le Tribunal administratif fédéral (TAF) continuent à appliquer un durcissement, alors que la situation des droits humains en Érythrée ne s'est pas améliorée. Depuis près de quatre ans, les décisions de renvoi tombent. Entre 2016 et fin octobre 2020, 3555 Érythréen.ne.s avaient reçu une décision de renvoi suite à leur

demande d'asile. Le taux de rejet des demandes dites «primaires» (en excluant les naissances et les regroupements familiaux) est actuellement de plus de 30%», relève l'association.

Jeunes en péril

Pour les jeunes, cette situation est particulièrement dramatique. Ceci du fait qu'ils perdent le droit d'exercer leur métier ou de continuer à se former, se retrouvant à l'aide d'urgence pour personnes déboutées de l'asile. «C'est donc à la

constitution d'un groupe toujours plus important de jeunes personnes, exclues mais non renvoyables (du fait de l'absence d'accord de réadmission avec l'Érythrée), que l'on assiste. Et il devient urgent d'en questionner le coût humain, social et politique. La précarité de l'aide d'urgence a également des conséquences sur l'état de santé, physique et psychique. Elle peut ainsi anéantir le processus de reconstruction de personnes déjà fragilisées par l'exil», souligne le rapport de l'ODAE.

«Au-delà de la question érythréenne, ne doit-on pas s'inquiéter pour le droit d'asile au sens large?», s'interroge Raphaël Rey, coordinateur de l'ODAE romand.

Un site français (www.infomigrants.net/fr) atteste aussi que par peur de l'expulsion vers leur pays d'origine, de nombreux Érythréen.e.s fuient dorénavant la Confédération helvétique pour tenter leur chance en France, notamment à Nantes, ou en Allemagne. ■

JDr

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Le Conseil des États refuse les mesures antisexistes

Une honte! Mercredi 9 décembre 2020, le Conseil des États a enterré à une voix près, par 21 contre 20, la motion de l'écologiste Regula Rytz demandant une campagne fédérale contre le sexisme... ce que le Conseil fédéral s'était pourtant engagé à faire! Les arguments des opposants? La lutte contre le Covid-19 est prioritaire. Je ne savais pas que les autorités fédérales ne pouvaient faire qu'une seule chose à la fois. Alors, à quoi servent les multiples séances des Chambres et les travaux des commissions? On comprend mieux pourquoi les progrès sont si lents en Helvétie.

La Suisse sera donc toujours en retard sur tout. Elle fut le dernier pays européen à accorder le droit de vote aux femmes en 1971 (à part le Liechtenstein, 1984). Rappel: La Nouvelle-Zélande est le premier État à accorder le droit de vote aux femmes en... 1893. Les pays nordiques entre 1907 et 1920, l'Allemagne en 1918, les États-Unis en 1920, la Grande-Bretagne en 1928, la France, en retard, elle aussi, seulement en 1944, la Première guerre mondiale n'avait pas suffi. L'Arabie saoudite est le dernier pays à l'avoir accordé, en 2011.

Le 7 février 1971, après plusieurs tentatives, les mâles suisses ont donc dit oui au droit de vote féminin en votation fédérale par 65,7% des voix. Mais il fut refusé dans 8 cantons: AI, AR, GL, OW, SZ, SG, TG, UR. Tiens! Les mêmes qui ont refusé de rendre les multinationales responsables. Dans la Suisse primitive, les années passent mais les mentalités ne changent pas. Et c'est 13 ans plus tard, le 2.10.1984, qu'une femme fut élue conseillère fédérale: Elisabeth Kopp. Après l'affront contre la brillante Lilian Uchtenhagen en 1983, les Chambres remettent ça en 1993, en préférant Francis Matthey à Christiane Brunner. C'est finalement une monstre manifestation féminine qui fait reculer le Parlement et permet l'élection de Ruth Dreifuss. Elle deviendra la première femme présidente de la Confédération en 1999. N'oublions pas que le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures a été contraint d'accorder le droit de vote féminin sur le plan cantonal par décision du Tribunal fédéral en 1990!

L'escargot a d'ailleurs été le symbole des luttes des Suissesses, de la Première exposition nationale sur le travail féminin à Berne en 1928 aux grèves féministes de 1991 et 2019. En 1981, le principe de l'égalité des sexes est accepté. La pénalisation du viol conjugal l'est en 1992 (demandé depuis 1983, il y avait sûrement plus urgent à faire!) En 1988, femmes et hommes sont égaux en Suisse au sein du couple. Une banque ne peut donc plus exiger la signature du mari si une femme ouvre un compte bancaire à son nom (vous avez bien lu!)

En 1988 est créé le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes à Berne, dont but est l'élimination de toutes les formes de discrimination directe ou indirecte entre les sexes. 30 ans plus tard, les femmes gagnent toujours moins que les hommes... L'initiative des quotas est balayée à 72% en 1995. L'IVG ne fut acceptée qu'en 2002, un congé maternité en 2004, après 3 rejets; la Suisse restait le seul pays européen à n'avoir pas de congé paternité. Un rikiki de 10 jours fut accordé le 27 septembre 2020, mais refusé par 5 cantons et 5 demi-cantons, dont AI, par 60,3%.

Et une année après la grève féministe, le Conseil des États nous refuse des mesures antisexistes! Constitué de 34 hommes sur 46, les 12 femmes ne font visiblement pas le poids. Cela me rappelle le discours de Simone Veil devant l'Assemblée nationale, le 26.11.74, sur la loi donnant accès à l'IVG, elle s'excusait de présenter ce projet «devant cette Assemblée presque exclusivement composée d'hommes». Ils étaient 481 pour 9 femmes. Au moins, la loi avait été adoptée.

Les 21 qui ont voté contre (il y eut une seule femme: la Fribourgeoise PLR Johanna Gapany, la voix qui a manqué!) sont-ils aveugles et sourds? Ont-ils déjà oublié l'affaire Yannick Buttet? Ses actes inappropriés, notamment quand il avait trop bu: attouchement sur les parties génitales, placages avec érection, tentatives d'embrassade, mains aux fesses, propositions insistantes par SMS. Liliane Maury Pasquier dénonçait et luttait contre le harcèlement sexuel, présent dans tous les Parlements.

Ces Neinsager ont-ils oublié l'affaire Darius Rochebin, ses comportements contre des femmes et des hommes, et les nombreux témoignages qui concernent l'ensemble de la SSR? «La prochaine fois que tu filmes à contre-jour, c'est panpan culcul» (un rédacteur en chef devant tou.te.s les collègues. C'est ma première semaine de stage). «Il fait froid, j'ai la bite dure. Bienvenue à la stagiaire.» (Un chef de rubrique lors de mon premier jour de stage). Sont-ils sourds aux plaintes et témoignages des femmes qui osent enfin s'exprimer, dans tous les milieux, depuis #MeToo?

La motion refusée de l'écologiste Regula Rytz demandant la mise en œuvre d'une campagne fédérale contre le sexisme rappelle quelques chiffres tirés d'un rapport d'Amnesty International. En Suisse, 59% des femmes ont déjà été harcelées sexuellement et une femme sur cinq a subi contre sa volonté des actes sexuels relevant du pénal. Sans oublier les cas les plus extrêmes: dans notre pays, une femme meurt chaque mois des violences de son conjoint. C'est énorme.

Le sujet va rapidement revenir sur le tapis. Mathias Reynard, conseiller national PS, a déposé mardi une interpellation demandant au Conseil fédéral d'étudier la possibilité d'étendre au dénigrement des femmes l'article 261 bis du Code pénal, qui punit les appels à la haine racistes et, depuis peu, homophobes. Car toute une série de domaines où se manifeste le mépris des femmes ne sont pas couverts par le Code pénal, comme le cyberharcèlement, véritable fléau contre lequel il est très difficile de se défendre, ou le *stalking* (la traque furtive). Leurs effets peuvent être dévastateurs. Quant à celles et ceux qui s'inquiètent d'une judiciarisation des rapports sociaux, rappelons que tel n'a pas été le cas pour la norme pénale antiraciste.

Selon Sylvie Durrer, directrice du Bureau fédéral de l'égalité, si la situation a évolué, que les interventions sur l'égalité, invisibles il y a quelques années, sont plus écoutées, l'expérience montre que sans une réelle volonté politique, et sans l'engagement de la société civile, elle stagnerait ou pourrait même régresser.

«Une réelle volonté politique», on n'y est pas encore. Vivement que ces vieux Suisses aux bras nouveaux passent la main! Hélas, je ne serai plus là pour m'en réjouir...

Huguette Junod

Les inégalités du congé maternité

NEUCHÂTEL • Fin novembre, le groupe POP-Verts-Solidarités (PVS) et le PS ont présenté au Grand Conseil deux projets de loi visant à assurer un congé maternité de même durée aux femmes travaillant dans la fonction publique.

Actuellement, le congé maternité est en effet inégal au sein de l'administration cantonale. Dans le cadre de la Loi sur le statut de la fonction publique, le canton octroie 122 jours de congé contre 98 au niveau suisse. Mais il y appose une condition lourde de conséquences: en cas d'absence maladie liée à la grossesse, les 24 jours supplémentaires sont tout simplement supprimés.

Sera Pantillon, députée Verte au Grand Conseil, relève l'incohérence de cette spécificité neuchâteloise, qui concerne un tiers des femmes enceintes travaillant pour le canton: «On voit qu'il y a un nombre élevé de femmes qui ne travaillent pas jusqu'au terme, ce qui est normal. Mais ça rend cette disposition encore plus discriminatoire...». En effet, les femmes vivant une grossesse compliquée se voient ainsi doublement pénalisées par cette mesure injuste.

Propositions d'amélioration à gauche

Au vu de la situation, le groupe PVS a tenté une interpellation auprès des instances cantonales, mais celles-ci n'ont pas donné de réponse satisfaisante. Le groupe a alors rédigé une première proposition de loi visant à assurer un congé égal pour toutes les mères dès la date de l'accouchement, ainsi qu'une seconde demandant un mois de congé supplémentaire pour l'allaitement – déjà appliqué dans les cantons de Vaud, de Genève et du Jura.

La possibilité d'allaiter sur le lieu de travail est déjà intégrée dans la loi, mais celle-ci est difficile à mettre en place. Elle ne prend ainsi pas en considération les contraintes telles que l'éloignement du lieu de travail avec le domicile ou endroit de garde de l'enfant, ou l'incompatibilité des horaires dans certaines fonctions.

Outil de précarisation sociale

Si ce type de lois antisociales précarise les femmes et démontre que leur intégration dans le monde du travail



Double proposition pour renforcer le congé-maternité.

Rostislav Sedlacek

n'est pas une priorité, il est important de relever qu'elles pénalisent finalement l'entier de la population. Lors d'une naissance (et bien au-delà), c'est souvent toute la famille qui est mobilisée afin de pallier les manquements sociaux de notre système. Les enfants aussi en font les frais lorsque le travail d'attention et d'éducation est non seulement pensé comme du bénévolat naturel, mais que plus personne n'a le temps de réaliser, car il faut bien «un vrai travail», avec un revenu, souvent de la part des deux parents.

Il est également facile pour les cantons et les entreprises privées de «dépasser» les bien maigres obligations nationales, en prévoyant des avantages que seule une minorité peut obtenir. Les projets du groupe PVS permettront ainsi de faire un pas vers une politique familiale plus égale et responsable. Il nous faudra toutefois continuer à voir les manquements concernant la maternité comme un problème d'ensemble. Qui nous concerne toutes et tous, ainsi que les générations futures. ■

Léa Aligizakis

Budget déficitaire et parlement sous emprise

VAUD • Le 8 décembre, le Grand Conseil a approuvé le budget lors du vote final par 114 députés contre 14 refus et 5 abstentions. Beaucoup de débats pour rien?

Seul le groupe Ensemble à gauche-POP et quelques voix isolées, notamment à l'UDC se sont opposés à cette adoption. Ce budget, qui présente un déficit pour la première fois depuis 2006, prévoit un excédent de charges de 164,2 millions de francs. Pour l'État et les partis gouvernementaux, il permettra de «répondre à l'augmentation des besoins dans l'enseignement, la santé, le social et les autres domaines liés à la démographie, pour une croissance maîtrisée des dépenses courantes (+2,3%)».

Des chiffres et des postes

Sur la base de cette croissance de la population, le budget propose notamment une augmentation de 81 millions des charges brutes dans le domaine de l'enseignement, de la formation et de la jeunesse (+2,7% par rapport au budget 2020). Il alloue également des ressources supplémentaires à l'action sociale (+49 millions ou +1,9%) ainsi qu'à la santé (+26 millions ou +1,8%), avec la création globale de 223 postes. Ce budget veut aussi renforcer les moyens consacrés à l'environnement et intègre les effets de l'accord financier conclu en août avec les communes sur la fameuse facture sociale. Rappelons que cet accord prévoit de réduire la participation communale à 36,7% de la facture sociale, contre environ 50% actuellement. Cela se fera par un rééquilibrage annuel et

pérenne de 150 millions de francs en faveur des communes, au plus tard dès 2028.

Logique comptable sans gestes tangibles

Plusieurs amendements issus du groupe Ensemble à gauche et Pop (EP) ont été écartés le 8 décembre comme cela avait déjà été le cas lors du premier débat. Face à la crise sanitaire, la gauche radicale souhaitait notamment débloquer plusieurs millions de francs pour témoigner une reconnaissance matérielle au personnel du CHUV, de l'Association vaudoise d'aide et de soins à domicile, des hôpitaux régionaux et des EMS. Mais aussi renforcer le bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces diverses propositions ont convaincu une trentaine de députés, mais elles se sont heurtées aux élus de la droite. «A l'inverse de cette logique comptable, il est temps de faire des gestes matériels concrets pour le personnel soignant du CHUV et des hôpitaux régionaux. Deux jours de congé comme accordés sont notoirement insuffisants», a expliqué en vain, Hadrien Buclin (EP). Le popiste Vincent Keller, chef de groupe, a déploré que les débats liés au budget n'aient «accouché de rien». Il a qualifié le Parlement de «chambre d'enregistrement» du Conseil d'Etat où «chacun se tient par la barbichette». ■

JDr

Un programme résolument participatif

A l'occasion des communales vaudoises du 7 mars 2021, le POP Lausanne se propose de consulter la population pour développer un programme participatif POPulaire de législature pour 2021-2026.

L'idée? Impliquer la population pour tracer une feuille de route pour les futur.e.s élu.e.s au Conseil communal. Ceci par un questionnaire lancé à la mi-décembre sur Internet pour recueillir l'avis de tout.e un.e chacun.e à Lausanne, voire dans le canton.

«Durant les cinq années à venir, nous organiserons des réunions pour suivre la réalisation de ce programme, que ce soit par des actions citoyennes, parlementaires ou municipales. Cette démarche représente un pas supplémentaire

dans l'engagement du POP Lausanne pour la population populaire, notamment par ses sondages de quartiers ou sur la Place de la Riponne», souligne Céline Misiégo du POP lausannois.

Le calendrier prévu est rapide. Le 6 janvier se tiendra une assemblée publique en ligne pour présenter et discuter toutes les propositions, les sélectionner et les approuver ou non. Ces propositions seront alors intégrées dans le programme de campagne. Des rencontres annuelles de suivi du programme et échanges seront aussi prévus durant toute la législature. ■

Réd.

Infos sur le sondage www.popvaud.ch/

Le Parti suisse du Travail – POP / PdAS souhaite à ses militantes et militants, sympathisantes et sympathisants, ainsi qu'aux lectrices et lecteurs de «Gauchebdo» une très belle année 2021, pleine de succès.



Le **POP jurassien** souhaite à chacun.e de ses membres et sympathisant.e.s une année 2021 aussi agréable et enrichissante que possible.



«*Ceux qui luttent peuvent perdre, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu.*» Bertolt Brecht

Le Parti du Travail souhaite à toutes et tous des joyeuses fêtes de fin d'année et plein succès pour les luttes qui nous attendent en 2021.

Parti du Travail – Section de Genève



Le **comité cantonal du POP neuchâtelois** vous souhaite une très belle année 2021 et vous donne rendez-vous l'année prochaine pour la continuation des luttes en faveur d'un monde meilleur.



Le POP & Gauche en mouvement vaudois souhaite une excellente année 2021 aux lecteurs et lectrices de Gauchebdo et à toute l'équipe qui œuvre pour vous fournir, semaine après semaine, une information de qualité, des articles diversifiés et une parole indépendante. Nous avons besoin de ce traitement de l'info que vous ne trouverez nulle part ailleurs. Vive la presse libre et indépendante!



Les militant.e.s du **POP du Val-de-Travers** vous souhaitent une année 2021 de lutte et d'engagement pour une société nouvelle, de respect, d'entraide et d'ouverture.



La **Section Cité du Parti du Travail** présente ses meilleurs vœux à tous ses membres, sympathisants et amis.

La **section Carouge du PdT**

vous présente ses meilleurs vœux pour 2021.

La **Section Neuchâtel et Littoral du POP** présente ses vœux pour une année 2021 combative et solidaire

Le **POP Valais** présente ses meilleurs vœux pour l'année 2021 à tous ses membres, sympathisants et amis.



Marianne Huguenin vous souhaite des Fêtes joyeuses et solidaires.

Le **POP du Chablais** et le Docteur **Bernard Borel** souhaitent à toutes et tous une année 2021 combative, animée par la conviction qu'un «autre monde est possible».



Les conseillers généraux du POP du Locle souhaitent une bonne année à la population locale

Les quatre élu.e.s municipaux de Causes Communes, **Karine Clerc** (POP, Renens), **Didier Divoré** (POP, Renens), **David Payot** (POP, Lausanne) et **Philippe Somsy** (Le Mont citoyen, Le Mont s/Lausanne) vous souhaitent de joyeuses fêtes de fin d'année. En 2021, la Solidarité dessinera le chemin, empruntez-le avec nous!

Denis de la Reussille, conseiller national du POP/PST et président de la Ville du Locle, vous présente ses vœux pour la nouvelle année.

Au nom de la **section du POP du Locle** nous souhaitons à toutes les lectrices et tous les lecteurs une bonne année 2021.

Après cette année 2020, nous espérons que l'année à venir saura répondre aux attentes des plus pauvres de notre pays. Plus que jamais, le capitalisme nous montre ses incohérences et ses dérives inhérentes à lui-même.

Nous voulons encore souhaiter nos meilleurs vœux à toutes et tous les camarades qui œuvrent directement et indirectement pour que cette fin d'année soit une fête pour toutes et tous et pas seulement pour quelques-uns.



AVIVO Lausanne

Place Chauderon 3
1003 Lausanne
Administration – tél. 021 312 06 54
Service social – tél. 021 312 04 52
www.avivo-lausanne.ch

L'**AVIVO Lausanne** souhaite aux lecteurs et lectrices de «Gauchebdo» une belle nouvelle année, en espérant que 2021 soit moins chaotique que 2020. Prenez soin de vous!

L'**AVIVO** défend les intérêts des retraités, organise des loisirs et met à disposition de ses membres un service social. Rejoignez-la!

Pour une année 2021 de santé, de contacts humains et de vie culturelle retrouvée!

Pierre Jeanneret adresse aux fidèles lectrices et lecteurs de *Gauchebdo* ses meilleurs vœux pour l'année nouvelle.

La **Fourmi Rouge**

section renanaise du POP & Gauche en mouvement



adresse à tou.te.s ses sympathisant.e.s et aux lectrices et lecteurs de Gauchebdo ses meilleurs vœux pour une année 2021 pleine de santé et d'avancées sociales.

Coca, calories et diabète par milliers

MEXIQUE

«Le poison en bouteille», ainsi est désigné le soda le plus vendu au monde par le vice-ministre de la prévention et promotion de la Santé, Hugo López-Gatell Ramírez, récemment en visite au Chiapas.

Il faut dire que si ce pays en est le plus gros consommateur par habitant au monde, devant les Etats-Unis, le Chiapas détient un triste record. Chaque habitant boit en moyenne 2.2 litres de boissons gazeuses par jour (dont le marché est largement dominé par Coca), soit l'équivalent de 200 grammes de sucre ou 800 calories. Franchement incroyable et pourtant affirmée par une étude du Centre d'Investigations Multidisciplinaires sur la frontière sud et le Chiapas (CIMSUR) parue en 2019 et reprise par le Ministère de la Santé mexicain. Rappelons que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a revu à la baisse ses préconisations sur le sucre. Il doit constituer, selon ses conseils, 5% des apports énergétiques quotidiens, c'est-à-dire l'équivalent de 25 grammes par jour. On mesure le décalage.

Diabète, adiposité et dénutrition

Et les conséquences sont évidentes: le Sud du Mexique a aussi la palme de diabète de type 2 du pays. Selon des données officielles, 30% des mineurs sont en surpoids, dont un tiers présente une obésité morbide, et 70% des adultes. C'est d'autant plus paradoxal qu'un enfant mexicain sur huit de moins de cinq ans présente une dénutrition chronique et que cette proportion est plus élevée dans les Etats du sud dont le Chiapas, principalement au sein des communautés indigènes rurales.

C'est donc un problème de santé publique. Il explique aussi probablement pourquoi le Mexique est l'un des pays où la mortalité due à la Covid-19 est la plus élevée chez les jeunes. On sait ainsi que le surpoids, l'hypertension et le diabète sont des facteurs de risques majeurs. C'est tout du moins la thèse évoquée par l'épidémiologiste et vice-ministre de la Santé.

Comment expliquer cette consommation excessive de boissons gazeuses? Les observateurs



évoquent plusieurs hypothèses. L'étude du CIMSUR cite parmi les raisons pour lesquelles le Coca-Cola et d'autres *refrescos* sont si populaires au Chiapas, des campagnes de marketing en langues autochtones – principalement maya – et un accès limité à l'eau potable. Ainsi, certains quartiers de San Cristóbal de las Casas, le centre régional de Los Altos, ont de l'eau courante quelques fois par semaine, obligeant de nombreux ménages à acheter de l'eau supplémentaire à des camions-citernes, à un prix au litre pouvant dépasser celui des boissons gazeuses. Or, il faut savoir que cette ville abrite la plus grande fabrique de Coca-Cola d'Amé-

rique Centrale, qui mobilise 1.3 million de litre d'eau par jour que les habitants n'ont pas. Par ailleurs, il est évident que les boissons gazeuses se retrouvent partout, même dans les endroits reculés. Elles sont même plus faciles à trouver que les tortillas, pourtant aliment régional de base.

Il s'agit d'un problème de santé essentiel à aborder si l'on s'occupe de promotion ou de prévention sanitaire. Et les déclarations du vice-ministre de la Santé sont venues renforcer ce travail réalisé par de nombreux acteurs locaux, dont l'ONG Madre Tierra México (MTM)(1), soutenue par la Fédération Genevoise de

Coopération (FGC). Ces boissons sont évidemment bannies lors des formations des promoteurs santé, et dans les programmes du bien-vivre. Une promotion sur le bien-manger est enseignée. Ceci en aidant les communautés à retrouver ou revaloriser des habitudes ancestrales et en soutenant une agriculture respectueuse de la nature.

Coca, c'est pas Papa Noël

Mais c'est aussi important de dénoncer l'entreprise qui distribue «le poison en bouteille». De fait, cet automne, quinze mouvements sociaux locaux, allant des écologistes jusqu'aux défenseurs des droits humains, y compris MTM, ont adressé un rapport aux députés régionaux demandant la révocation de la concession d'extraction de l'eau de Coca-Cola à San Cristóbal. Or, nous sommes dans l'Etat du Chiapas, où les polarisations sociales sont très fortes et où, malgré un pouvoir central plutôt progressiste et populaire, le pouvoir régional reste hélas trop souvent l'allié des riches. Ainsi depuis une manifestation publique, pourtant pacifique et symbolique, devant l'usine Coca-Cola, l'ONG en question est surveillée. En témoignent des drones survolant son centre de formation ou d'incessants contrôles pénibles des véhicules et de leurs passagers lors des nombreux barrages policiers qui longent les routes menant aux différentes communautés. C'est pour l'heure une pression psychologique. Mais elle est réelle dans la vie quotidienne. Toute cette histoire rappelle furieusement les années 70, et la campagne «Nestlé kills babies». Quand le marketing agressif de la multinationale tentait de vendre son lait en poudre. Cela en contradiction avec les efforts de promotion de l'allaitement maternel exclusif défendu par l'OMS. ■

Bernard Borel

1 www.madretierremexico.org/

Un système de protection défaillant

COVID-19 • Quelque 2,7 milliards de personnes, soit plus d'un tiers de la population mondiale, n'ont reçu aucune aide publique pour faire face aux effets de la pandémie, selon une analyse publiée mi-décembre par Oxfam.

L'organisation des droits de l'homme a évalué les politiques de 126 pays à faible et moyen revenu pour aider leur population pendant la crise économique causée par le coronavirus, soit par le biais de prestations d'invalidité, de chômage ou de pensions de retraite, entre autres facteurs. Son rapport, intitulé *Shelter in the Storm*, a conclu qu'aucune des injections de fonds publics dans ces pays n'avait été suffisamment élevée pour répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens. «Le coronavirus a uni le monde dans la peur, mais il l'a divisé en réaction», a déclaré Liliana Marcos, responsable des politiques publiques d'Oxfam et co-auteur du rapport. «La pandémie a suscité un effort louable de protection sociale dans le monde entier, qui a touché plus d'un milliard de personnes, mais aujourd'hui, il y en a beaucoup d'autres qui ont été complètement laissées sur la touche», a-t-elle ajouté.

Les pays riches s'accaparent le butin

Au total, le monde a dépensé 9800 milliards d'euros cette année pour faire face aux conséquences du coronavirus, dont 8600 milliards (83%)

correspondent aux investissements de 36 pays riches, selon les calculs d'Oxfam. En revanche, un groupe de 59 pays pauvres n'a dépensé que 34,5 milliards d'euros (0,4% du total). Dans ce contexte, Oxfam regrette que les pays riches n'aient augmenté leur aide aux pays en développement que de 4,76 milliards d'euros pour financer des projets de protection sociale, ce qui équivaut à moins de 0,74 euros pour chaque 82,20 euros dépensés dans le cadre du Covid-19.

Quelque 500 millions de personnes dans le monde travaillent moins ou ont perdu leur emploi en raison de la pandémie, un problème qui touche deux fois plus les femmes que les hommes, selon le rapport. «De nombreuses personnes s'endettent, sont obligées de sauter des repas, d'arrêter d'emmener leurs enfants à l'école ou de vendre leurs biens», prévient Oxfam, qui indique que le flux de capitaux envoyés par les migrants à leurs familles dépendantes dans leur pays d'origine a également été réduit.

Plus d'impôts pour les nantis

Le document publié souligne que les pays en développement ont la possi-

bilité d'augmenter leurs impôts «pour ceux qui en ont le plus» afin de financer des «programmes de protection sociale universelle décents». Il demande également que les pays riches augmentent leur aide et annulent leurs dettes envers les pays pauvres afin qu'ils puissent se permettre davantage de programmes sociaux.

Elle propose que les gouvernements des pays à faible et moyen revenu consacrent 2% supplémentaires de leur produit intérieur brut (PIB) à des programmes visant à garantir «un revenu minimum pour les enfants, les personnes âgées, les mères et les personnes handicapées». Oxfam demande également la création d'un fonds mondial pour la protection sociale, qui serait «la pierre angulaire d'une économie post-Covid plus équitable et plus résistante, empêchant l'accroissement des inégalités et de la pauvreté dans le monde». Celui-ci serait basé sur une coopération technique renforcée et optimisée et à un service de co-financement Nord-Sud. ■

JDr

Infos sur www.oxfam.org/fr

IMPRESSUM

Société d'édition de GaucheBdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda loiset, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simao, rédacteur,
Bertrand Tappolet, correcteur
et rédacteur,
Stéphane Montavon, dessinateur

Administration
administration@gauchebdo.ch

Publicité
tarifs et informations sur
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Maquette
Solidaridad Graphisme,
1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux,
2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

PUBLICITÉ

Le Covid ne contamine pas tous les bons moments.
#RestonsPrudents
www.geneve.ch

VILLE DE GENEVE

La jeunesse sénégalaise s'organise

MOBILISATION • Les mouvements sociaux sénégalais comme le collectif #480 dénoncent le fait que des accords de pêche léonins obligent les pêcheurs à émigrer au risque de leur vie sur de frêles esquifs en Espagne.

Depuis quelques semaines, une crise de l'immigration a lieu dans les Canaries. Près de 18'000 migrants, en majorité des Marocains, mais aussi nombre de Sénégalais, ont débarqué dans les îles espagnoles, rappelant l'arrivée des nombreuses *pateras* durant l'année 2006. A cette époque, l'État espagnol avait signé avec l'État sénégalais un accord, conduit par le ministre socialiste de l'intérieur de l'époque, Alfredo Rubalcaba, et Macky Sallalors premier ministre devenu depuis président. Ces accords déguisés en coopération sont toujours en vigueur avec la présence de la Garde civile espagnole sur le territoire sénégalais, dans une logique d'externalisation et de militarisation de la frontière.

Des accords de pêche qui volent la mer

Dans le même temps, des accords dits «de partenariat pour la pêche durable» (APCD), mis en œuvre par l'UE avec des pays partenaires – presque tous africains – ont instauré une gestion de la politique de la pêche qui, dans le cas du Sénégal, porte atteinte à la sécurité alimentaire, génère des violations des droits de l'homme et un écodice maritime. La promotion et le maintien de ces accords ont un effet pervers sur la vie des familles qui vivent de la pêche – la pêche artisanale représente 76 % contre 24 % pour la pêche industrielle. Les familles ne peuvent pas faire face aux techniques de pêche et aux flottes industrielles étrangères, présentes dans les eaux sénégalaises depuis la fin des années 70. Le dernier accord en date signé le 18 novembre dernier, couvrira une période de cinq ans à compter de la date de prorogation. Plus de 42 navires de trois pays européens (Espagne, France et Italie) en bénéficieront, dont 28 navires espagnols, qui pourront capturer 10'000 tonnes pendant cette période. Ces accords ont un impact très négatif sur un secteur qui représente 7,1% du PIB (environ 415 millions d'euros), et qui génère en même temps plus de 600'000 emplois directs et indirects.

L'histoire de Laye, un pêcheur de 39 ans de la ville de St-Louis, au nord du Sénégal, qui se



Au mois de novembre, la jeunesse est descendue dans la rue pour demander un engagement de l'État contre l'exode. DR

trouve maintenant au centre des îles Canaries, reflète cette dure réalité. Il a toujours travaillé dans la pêche artisanale, dès l'âge de 15 ans, avec le reste de sa famille. Laye est père de cinq enfants. Il n'a pas pu assister à la naissance de son dernier enfant, né il y a deux semaines, alors qu'il arrivait aux Canaries avec le bateau sur lequel il travaillait. En plus de subvenir aux besoins de sa famille, Laye s'occupe des dépenses quotidiennes de son oncle Doudou Sene qui a perdu un bras.

Yaye Boye – une *chère mère* en wolof – travaille dans le secteur de la pêche et fait partie des réseaux communautaires de soutien aux jeunes du secteur. Il nous dit que «les jeunes sont

désespérés, l'État a échoué dans sa mission, il n'y a pas d'emplois. S'il y en a, ils sont réservés aux parents des politiciens. Tous les secteurs de l'économie sénégalaise sont en crise. Un pays ne peut se développer sans industrie. Bien que le président ait lancé plusieurs grands projets, la grande majorité des Sénégalais n'arrive pas à joindre les deux bouts.

Collectif #480: réponse au silence de l'État

Les mouvements sociaux ont réagi en forçant l'État à regarder le drame de l'immigration clandestine, rendant hommage le 13 novembre aux plus de 600 personnes qui ont perdu la vie au cours de ces migrations. Le 21 novembre, à

Dakar, la place de la Nation et les rues avoisinantes ont été remplies de manifestants. Ils portaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «Ça suffit!» ou «Dafadoy» (en wolof), dénonçant l'indifférence de l'État et exigeaient l'annulation ou la renégociation des accords de pêche.

Alioune Badara explique qu'ils sont organisés sous un collectif appelé #480 – qui fait référence au nombre de personnes qui ont perdu la vie depuis octobre. Les chiffres ont grimpé depuis. Le collectif s'est fixé de nombreuses tâches, les principales étant d'informer la population, de rappeler à l'État sa responsabilité et de sensibiliser les citoyens pour qu'ils ne prennent pas de risques en mer, mais restent sur place pour lutter contre le pillage des ressources. «C'est au peuple sénégalais de se battre pour des politiques conçues pour le bien commun. Les jeunes doivent rester et imposer à l'État de faire face à la grande crise du chômage qui les touche» estime Badara.

Le Collectif #480 est également aux côtés des familles des victimes pour leur apporter un soutien psychologique, tout en faisant pression sur l'État pour garantir que ce type d'accompagnement soit mené par des professionnels pouvant répondre aux besoins des personnes qui viennent de perdre leurs proches en mer. Le groupe exige une réflexion nationale approfondie sur la question de la migration irrégulière, ainsi que des espaces où les problèmes touchant les jeunes peuvent être abordés, en impliquant toutes les couches de la société sénégalaise.

Mais Sall a d'autres projets: maintenir les accords de pêche avec les pays de l'UE et renforcer les traités bilatéraux de rapatriement avec l'État espagnol. Le 22 novembre, le ministre des affaires étrangères espagnole, Arancha González Laya a fait un pas dans ce sens, signant un pacte de rapatriement pour tout Sénégalais qui toucherait les îles Canaries. ■

Momadou Diagne Lo
et Nadir Gutiérrez Loayza

Paru dans *El Salto*, adapté par la rédaction

PUBLICITÉ

LA TORCHE
Deux ans de dessins de presse 2018-2020 **2.0**

PRÉFACE DE CHAPPATTE

CCP
COLLECTION ÉPIGRAMME

Disponible en librairie!

Les paysans tiennent le siège de New Delhi

INDE • Le blocus a contraint le gouvernement à négocier une loi révélatrice de l'évolution du capitalisme indien. Les paysans continuent de rejeter les propositions d'amendement et demandent l'abrogation du texte.

C'est le retour du *lathi*, ce bâton brandi par la police et honni des manifestants. Il y a quelques jours, la photo d'un paramilitaire se préparant à frapper un vieil agriculteur dans le nord-ouest de Delhi a largement circulé et contribué à renforcer la colère contre le gouvernement de Narendra Modi. Le 8 décembre, les paysans appelaient ainsi à une nouvelle grève générale après celle, historique, des 26 et 27 novembre, au cours de laquelle 250 millions de personnes avaient convergé. Engagés depuis septembre contre la loi de libéralisation de la commercialisation des produits agricoles, qui les livrent à l'agrobusiness et ses spéculateurs, alors que les récoltes faisaient jusqu'alors l'objet de prix régulés sur les marchés régionaux, les paysans indiens continuent de bloquer les accès des différentes provinces à la capitale New Delhi.

Un lobbying législatif sans précédent

Un blocus qui a poussé l'exécutif a entamé cinq séries de pourparlers, pour l'heure dans l'impasse. «Nous leur avons assuré que les prix de soutien minimaux seraient préservés. Nous considérerons toutes leurs demandes et nous parviendrons à une solution», assure Narendra Singh Tomar, le ministre de l'Agriculture.

Les paysans ont rejeté les propositions d'amendement et demandent l'abrogation pure et simple du texte. Le bras de fer actuel révèle également l'évolution du capitalisme

indien. Dans de nombreux secteurs, deux ou trois géants se disputent désormais au moins 50% du marché et ont ainsi le pouvoir d'y faire la pluie et le beau temps. Le poids de ces grands champions nationaux leur permet d'exercer un lobbying législatif sans précédent.

600 millions d'Indiens dépendent de l'agriculture

La grève est soutenue par les cheminots, les routiers, les enseignants, l'ensemble des syndicats, à l'exception du Bharatiya Mazdoor Sangh, proche du pouvoir, et d'une quinzaine de partis. Si la part de l'agriculture dans le PIB s'établissait à 17% en 2016, le secteur demeure toutefois le premier employeur du pays avec 55% des actifs, soit 263 millions de travailleurs. Au total, 600 millions d'Indiens dépendraient directement ou indirectement de l'agriculture. Une population difficile à diviser au nom de la caste ou de la religion, comme le gouvernement a coutume de le faire. Cette fois, il prétend que le mouvement est animé par les séparatistes sikhs. Ils ne peuvent pas non plus être accusés d'atteinte à la sécurité nationale, comme ce fut le cas, l'an dernier, avec les opposants à la loi de citoyenneté. Et le slogan «Nous sommes des fermiers, pas des terroristes» d'être brandi sur les pancartes. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*

Gauchebo ne croit pas au père Noël, mais en vous, oui!

CCP: 12-9325-6

Controverses autour des énergies vertes

DOCUMENTAIRE • Technologies vertes mais très polluantes: L'enquête «La face cachée des énergies vertes» piste les dommages environnementaux de la transition énergétique. Un documentaire qui dérange, choque et fait débat.

Si dans l'inconscient collectif, une énergie renouvelable – produite grâce aux éoliennes et panneaux solaires notamment – est forcément verte, qu'en est-il dans les faits? Car pour qu'une énergie soit la plus «propre» possible, son cycle de vie entier doit être pris en compte. De l'extraction des matières premières nécessaires à sa production à leur recyclage. *La Face cachée des énergies vertes*, documentaire diffusé sur d'Arte, suit les aléas ravageurs pour les ressources naturelles et les écosystèmes d'une transition estampillée développement durable. Pour le réalisateur du film, le cinéaste Jean-Louis Perez, il existe «un discours dominant faisant de la transition énergétique une solution miracle pour dépolluer la planète. Elle est portée par les industriels notamment. La réalité, elle, se révèle plus contrastée. Si cette transition peut contribuer à rendre les centres-villes *bas carbone*, on la salue. Mais si c'est pour délocaliser la pollution alors que les émissions de gaz à effets de serre ne diminuent pas globalement, la critique s'installe.»

Aux yeux de Marie Chéron, responsable «mobilité et plaidoyer» à la Fondation Nicolas Hulot, le film ne traiterait pas de la transition énergétique. En fait, l'opus «dresse un constat sur l'impasse de notre système économique actuel, mondialisé, extractiviste, dépendant fortement des ressources fossiles et profondément inégalitaire. Notre économie s'est engagée à une course effrénée au *green tech*». Les décideurs politiques s'y engouffrent. «Sans en mesurer les conséquences et au nom de la transition énergétique, alors même que cette économie est aveugle sur les changements climatiques». Or la transition écologique n'est pas ce mouvement. Mais une «transformation en profondeur de l'économie, de la façon dont nous organisons nos activités et modes de vie. Dans cette transition, la technologie est un moyen et non une fin, et la sobriété centrale», réduction de la consommation en tête. (*France Inter*, 7.12.20).

Le temps presse

La thèse du documentaire? En voulant s'affranchir des énergies fossiles,

c'est une nouvelle addiction aux effets délétères qui étend son empire. Celle aux métaux rares: Cobalt, néodym, graphite, palladium, terres rares... L'exploitation de ces ressources fait l'objet sur terre, mer et déjà dans l'espace d'une guerre commerciale totale (extraction, raffinage), minant les écosystèmes et les vies. La Norvège est schizophrène pour Greenpeace, comme 7^e exportateur de brut dont la vente finance sa transition énergétique. Pour une panoplie de véhicules électriques, panneaux solaires, éoliennes, smartphones, ordinateurs et objets connectés, c'est l'apocalypse environnementale imposée en Chine – poussières toxiques sur régions agricoles, cours d'eaux et nappes phréatiques polluées au cyanure. Mais aussi au Chili. On y meurt de cancers dus à l'industrie extractive.

Face au changement climatique, notre pays s'est engagé dans la transition énergétique: loi sur le CO₂ dans le sillage des accords de Paris, démantèlement du parc nucléaire, promotion de la mobilité douce, recyclage, etc. La Conseillère nationale Verte libérale Isabelle Chevalley constate: «La Suisse est sur le bon chemin mais cela prend encore trop de temps. La Confédération veut être à zéro CO₂ en 2050. La neutralité carbone doit être atteinte pour 2040, «si l'on veut éviter des catastrophes climatiques.» C'est aussi l'avis du Conseiller national Parti Suisse du Travail, Denis de la Reussille. Il insiste sur les «efforts pédagogiques à mener sur la crise climatique pour favoriser une prise de conscience avec des actions pérennes.»

Partant du Salon de l'auto genevois, le documentaire s'étend sur le cas de la voiture électrique promue au rang de «mascotte» de cette révolution technologique. «Il y a autant de terres rares dans une voiture conventionnelle que dans une voiture électrique», affirme Isabelle Chevalley. «Si je prends les éoliennes, beaucoup de fabricants se passent aujourd'hui de néodyme car ils ne veulent pas être dépendants de la Chine qui détient pratiquement un monopole sur les terres rares. Enfin, les appareils électroniques (ordinateurs, téléviseurs, téléphones portables...)



«En gommant la pollution liée à la production des matériaux indispensables à nos industries, on leurre le citoyen» selon Guillaume Pitron.

©Eisenhans

contiennent aussi des terres rares donc finalement il faut remettre en question toute notre société», souligne la Conseillère nationale.

Sobriété, mais pour qui?

Le film s'alarme en Allemagne de cimetières à ciel ouvert d'éoliennes abandonnées et obsolètes. Il affirme leur recyclage complet onéreux et difficile, voire impossible. Pas de quoi impressionner la Verte libérale Isabelle Chevalley. Le recyclage est une passion pour laquelle elle s'engage en Afrique aussi. «En fin de vie, une éolienne est souvent vendue et réinstallée pour des projets énergétiques dans des régions moins développées (Afrique, Maghreb, Europe de l'Est). Lorsque cela n'est pas possible, il faut faire appel aux filières de recyclage et de valorisation qui sont déjà bien établies.» Denis de la Reus-

sille, lui, précise: «Dans les cantons de Neuchâtel et du Jura, l'installation d'éoliennes suscite de fortes oppositions. Mais surtout pour des raisons de nuisances sonores et impacts aux paysages, faune et cadres de vie.» Aux yeux du Neuchâtelois, les éoliennes restent un «élément important pour diversifier la production énergétique.» Pour leur recyclage, l'enjeu se cristallise sur les pâles selon la politicienne vaudoise farouchement antinucléaire. Elles renferment «des matériaux composites thermoplastiques, plus difficilement valorisables. Actuellement elles sont brûlées en cimenterie pour remplacer du charbon.»

Le documentaire se clôt sur un éloge de la sobriété résiliente en termes énergétiques. «C'est le monde du commerce qui mène la transition énergétique. Elle doit être basée sur la sobriété

et la décroissance», entend-on. Isabelle Chevalley s'interroge. On parle «des pays occidentaux mais que dire de l'Afrique où plus de 50% de la population n'a pas accès à l'électricité. Faut-il leur bloquer l'accès à l'énergie? Peut-on leur parler de décroissance?». L'un des théoriciens de la décroissance, Serge Latouche, s'exprimant sur les pays du Sud, avance souhaitable que ceux ayant une «faible empreinte écologique accroissent certaines productions pour le bien de leur population, mais ils doivent éviter de tomber dans la machine infernale du cycle de la production infinie.» (*Le Monde* 13.12.2018). ■

Bertrand Tappolet

La face cachée des énergies vertes. Visible sur arte.fr

Guillaume Pitron, *La Guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Les Liens qui Libèrent, 2018.

Un crime peut en cacher un autre

LIVRE • Autrice de plus de quarante ouvrages, Edith Habersaat sort un palpitant récit entre polar poétique et chronique familiale. Sur les traces d'une handicapée suite à son agression énigmatique.

Qui a agressé Alexia Dorval, jeune fille de 12 ans, ce soir orageux d'été, tandis qu'elle traversait le passage souterrain dit *des Chauves-souris*, un soir de fête de la musique dans ce village réputé calme? En prenant la trame du fait divers, le dernier roman de la Genevoise Edith Habersaat semble nous plonger dans une histoire classique à énigmes et aux pistes ouvertes pour les enquêteurs. L'intrigue est marquée par des rebondissements inattendus sur l'identité finale de l'agresseur, dont nous tairons le nom pour préserver l'intérêt des futurs lecteurs.

Soliloques intimes

Au-delà de l'aspect traditionnel de ce récit policier, le livre nous dépeint surtout une chronique familiale aux personnages bien dessinés et forts. Il y a d'abord la mère d'Alexia, Leslie, bibliothé-

caire de son état à Genève. Elle s'est remariée en secondes noces avec l'assistant social Vincent Dorval, après s'être séparée de Didier Roubin, un postier violent sous ses airs de séducteur, avec qui elle a eu un premier enfant, Dick.

Par le biais de monologues intérieurs, on entre dans la psychologie complexe de cette femme, par ailleurs grandeoureuse des animaux et de la nature. Elle oscille entre sentiments de tromperie et de désillusion dans sa vie sentimentale, mais aussi volonté matriarcale et protectrice de défendre ses enfants. Autre figure féminine marquante, celle de Cécile Marlier, la mère de Leslie.

Force féminine, faiblesse masculine

Femme de la campagne, elle sait se faire la meilleure confidente de Dick, adolescent en rupture de ban, et semble d'instinct voir derrière

les indices de la réalité telle une voyante. A l'opposé, les figures masculines – qu'elles soient celles de Didier Roubin ou de son acolyte en mauvais coups, Raoul-Bernard Varmalher, du veule père de Vincent, Armand Dorval, qui vit sous l'entière coupe de sa femme Nadia – respirent la faiblesse, la méchanceté ou la médiocrité.

Pointent aussi ici ou là subtilement des antagonismes de classes comme ceux existant entre le maire du village, Monsieur Daubry n'appréciant guère les vagues qu'apporte l'affaire, et certains de ses administrés issus du monde campagnard.

Polar magnétique et poétique

L'ombre du souterrain reste cependant plus qu'un roman policier bien charpenté notamment par son écriture. Cette dernière distille le lyrisme dans un réseau d'images poétiques comme on en a l'habitude dans l'œuvre de

l'écrivaine, notamment quand elle évoque la nature ou les émotions de ses personnages. Ainsi, «pour sa part, Alexia n'a gardé de cet épisode trouble que la mémoire des spots habillant de leurs couleurs les sursauts blêmes des bulles. Ça étincelait. A la manière des gouttes de soleil lorsqu'elles roulent leur brillance sur la crête des nuages résiduels. Mais c'était avant...».

De même que par son art consommé du dialogue, mots souvent en suspens et en creux, au fort pouvoir de résonance pour le lecteur. Avec ce dernier roman, Edith Habersaat creuse un peu plus ses thèmes de prédilection, dont les mystères des rapports entre les êtres. Et offre une nouvelle pièce à une bibliographie très cohérente. ■

Joël Depommier

Edith Habersaat, *L'ombre du souterrain*, ed. Slatkine, 207 pages, 2020

2019 dans le rétroviseur du dessinateur Monta



Contrairement aux années précédentes, notre journal ne sortira pas, avec regret, de calendrier illustré des dessins de Monta. Malgré cette entorse à la tradition, toute l'équipe de Gauchebdo, les journalistes Joël Depommier, Jorge Simao, le secrétaire de rédaction et journaliste Bertrand Tappolet, le dessinateur Stéphane Montavon, le photographe Carlos Serra, le polygraphe Erik Grobet, tous nos rédacteurs et rédactrices ainsi que tous nos contributeurs et contributrices, de même qu'Amanda Ioset à la gestion des abonnements aussi présidente de la société d'édition du journal, Jordan Willemin à l'administration, Léa Aligizakis à la communication et Françoise Becker à la recherche de publicité, souhaitent une heureuse nouvelle année à nos lecteurs et lectrices en leur donnant rendez-vous le 8 janvier pour le prochain numéro.

